

Les taxes sur les carburants ne sont ni sociales ni écologiques

Lors de la balade commémorative de Macron, il ne s'est pas passé une journée sans que ce dernier soit directement interpellé, parfois fermement, par la population qui exprime toute sa légitime colère face à la politique gouvernementale : prix des carburants, fausse baisse de la taxe d'habitation, attaques sur les petites pensions, cadeaux fiscaux aux plus riches... la liste est longue.

Pour l'Union syndicale Solidaires, cette colère qui monte dans le pays doit être transformée en un combat pour la justice sociale, fiscale et environnementale.

Les augmentations brutales des prix des carburants ont déclenché une vague de protestation. Des initiatives ont été lancées pour le 17 novembre prochain et immédiatement, politiciens, patrons et extrême droite ont tenté de les récupérer.

Il faut construire ensemble une mobilisation et ne pas laisser les ennemis de notre classe faire illusion. Une telle mobilisation devrait concerner aussi l'augmentation des salaires, des retraites, le développement des services publics et la justice fiscale.

Une autre politique pour les transports et les territoires

Une des priorités est de trouver des solutions entre la réalité quotidienne de bon nombre d'entre nous qui doivent utiliser leur véhicule pour se déplacer et la nécessité de répondre à la problématique écologique de sauvetage de la planète et qui concerne chacun-e. Il est facile pour le gouvernement de culpabiliser celles et ceux qui utilisent leur « sale diesel polluant » pour se rendre chaque jour au travail, à la crèche, à la sécu... C'est pourtant ce même gouvernement qui détruit les services publics, notamment ceux du transport. Le dernier épisode en date étant la réforme ferroviaire contre laquelle les cheminot-es, et d'autres, se sont longuement battu-es. Pourtant, la création d'un véritable réseau de transport collectif est une réponse pour diminuer le nombre de véhicules qui circulent chaque jour.

Il faut mettre fin non seulement à la fermeture de nombreux

services publics comme les hôpitaux, écoles, bureaux de poste, agences bancaires... et aussi à celle des commerces de proximité, qui obligent la population en particulier la plus modeste à faire de plus en plus de kilomètres pour satisfaire ses besoins. A cela s'ajoutent les restructurations d'entreprises et les mutualisations de services qui amènent à travailler de plus en plus loin de chez soi. Les emplois doivent être répartis sur tout le territoire.

Renoncer au système de production à fort coût écologique

C'est bien le système capitaliste mondialisé qui est responsable de la circulation exponentielle des personnes et des marchandises dont le coût écologique n'est pas pris en compte.

Les porte-conteneurs qui sillonnent la planète polluent aux oxydes de soufre, chacun l'équivalent de 50 millions de voitures, (il y a 40 millions de voitures en France) ! Il en est de même avec le nombre hallucinant de camions qui traversent continuellement l'Europe. Le ferroutage serait une partie de la solution tout en limitant la quantité de production et son processus, éclaté sur toute la planète.

Et que dire des immenses bateaux de croisière ou de la circulation aérienne destinée aux loisirs dont les coûts écologiques ne sont pas pris en compte dans les prix ?

C'est ce système que défend le gouvernement qu'il faut combattre et changer.

Vos droits, vos luttes, votre syndicat...

www.solidaires.org contact@solidaires.org,

[fb @USolidaires](#) [twitter @UnionSolidaires](#)

144 boulevard de la Villette 75019 Paris, 01 58 39 30 20



Fiscalité : Cadeaux fiscaux pour les uns...

Les choix fiscaux du gouvernement sont clairement contre la population et en faveur des patrons et des plus riches. Le plus emblématique de ses choix étant la suppression de l'Impôt sur la fortune (ISF) sans parler du CICE, de la baisse de l'impôt sur les sociétés, etc.

Comment expliquer l'absence de taxation du carburant utilisé dans l'aérien ? Si ce n'est en se pliant aux exigences du lobby aérien pour engranger toujours plus de profits sous couvert d'offres low cost pseudo alléchantes.

Que dire du fioul lourd utilisé par les cargos et autres supertanker : le dernier cargo sorti des chantiers navals de St Nazaire ne paye pas un centime de taxe alors qu'à lui tout seul, il devrait normalement s'acquitter de près d'une centaine de millions d'euros !

Les exonérations fiscales de quelques-uns et des multinationales (la compagnie maritime MAERSK génère un chiffre d'affaires équivalent à celui de Google) et les montants exorbitants de l'évasion fiscale ne peuvent qu'alimenter le sentiment d'injustice et la colère de la population.

... Taxes sur la consommation pour les autres !

Il faut savoir que 30 % de la TICPE (Taxe intérieure sur les produits énergétiques et donc pétroliers) est destinée aux investissements écologiques, le reste est destiné à tout autre chose, comme rembourser la dette par exemple... Quel paradoxe à financer la transition écologique par la consommation d'énergie fossile ! Si l'objectif est de sortir des énergies fossiles, alors à terme, une partie du financement de la transition va manquer.

Nous sommes pour une fiscalité écologique juste socialement, c'est-à-dire qui taxe les plus riches, les produits de luxe polluants, les processus de production coûteux en énergie et en particulier en transport. Ce n'est pas à ceux et celles qui utilisent leur véhicule pour aller travailler d'en porter la charge essentielle. Si certain-es doivent être exonéré-es ou aidé-es, c'est bien eux et elles. Mais ce n'est pas l'augmentation du chèque énergie qui leur permettra de se déplacer tout au long de l'année. C'est une telle fiscalité écologique que nous exigeons en lieu et place de la politique actuelle.

Bien d'autres moyens peuvent être utilisés :

- Comme le recours aux ressources budgétaires classiques de l'État pour une vraie politique publique environnementale visant à mettre en place des alternatives accessibles à toutes et tous.
- Comme le financement public des programmes de recherche.
- Comme la mise en place de réglementations, de normes, de mesures de sobriétés énergétiques avec pour objectif la

maîtrise de l'énergie,

- Des moyens doivent être orientés vers le développement de transports écologiques : plutôt que les bus Macron polluants et ultra-subsventionnés, un maillage dense de lignes ferroviaires publiques et à bas coût est indispensable !

Partage des richesses : justice fiscale et augmentation des salaires

Selon le rapport annuel 2018 du Crédit Suisse, la France est le 5ème pays abritant le plus de millionnaires. Leur nombre a augmenté de plus de 280 000 en un an.

Depuis l'élection de Macron, selon une étude de l'Institut des politiques publiques, organisme indépendant, les 0,1 % les plus riches ont accru leurs revenus en moyenne de 86 000 € par an. En cause la réforme de l'ISF et la « flax tax », ce prélèvement forfaitaire unique de 30 % sur les revenus du capital et principalement des dividendes. Soit plusieurs milliards d'euros directement soustraits aux finances publiques.

Au regard de ces gains faramineux, selon cette même étude, les salarié-es au SMIC ont eux enregistré en moyenne une augmentation de 32 € par mois, immédiatement engloutie dans l'inflation quand les revenus n'ont tout simplement pas régressé, comme ceux des retraité-es prélevés de la CSG.

A cela s'ajoutent, les 21 milliards du CICE 2018 au profit des entreprises et dont l'effet sur l'emploi est particulièrement marginal : depuis son instauration en 2014, ce sont plus de 60 milliards d'euros qui auront été reversés par ce mécanisme aux actionnaires.

Avec la fraude et l'évasion fiscale évaluées à près de 100 milliards d'euros, c'est encore une somme qui ne bénéficie pas ou plus à la collectivité, autant de moyens en moins pour financer les besoins sociaux et environnementaux au profit de la population.

Au final, la politique fiscale du gouvernement sert les intérêts particuliers des plus riches et des grosses entreprises au détriment de l'intérêt général. Pour répondre aux besoins sociaux, pour le bien-être de la population et aux nécessités écologiques pour la préservation de la planète, la mobilisation simultanée sur le terrain social comme sur le terrain écologique de toutes et tous est vitale.

Au-delà de ce qui s'exprimera le 17 novembre, nous appelons à la construction d'une mobilisation sociale d'ampleur et dans la durée, pour nos salaires, nos services publics. Bientôt ce sont nos retraites qui seront attaquées par le pouvoir.

Pour nos revendications, pour la justice sociale et climatique, il ne suffira pas d'une journée pour faire plier le pouvoir, cela nécessitera un engagement du plus grand nombre dans la durée et pour ces objectifs.